

Anglais obtenaient un armistice et faisaient des ouvertures de paix. Les dernières nouvelles indiquent que des conventions préliminaires ont été signées sur les bases suivantes : les Boers jouiront du privilège de "self government" sous la souveraineté de l'Angleterre, et une commission royale fera enquête sur les griefs qui ont occasionné la révolte. Et les Boers rentrent dans leurs foyers, emportant soigneusement leurs redoutables carabines.

\*\*\*

La Chambre des Communes en Angleterre a vu encore pendant ce mois des scènes animées, et l'intervention du "speaker" est venue en aide au gouvernement. La loi de coercition a pris force le 2 mars dans plusieurs districts irlandais, et un certain nombre d'arrestations ont été faites. Les chefs de l'agitation sont libres encore.

Au nombre des sympathies que la cause irlandaise a obtenues de l'étranger, il faut signaler d'une manière spéciale le vote de la législature de l'Etat de New-York et de deux autres Etats de l'Union américaine. C'est un fait à peu près inouï, qui nous rejette loin du principe de non-intervention et de la doctrine Monroe. Ces Etats interviennent officiellement non pour protéger une nation contre une autre, mais pour désapprouver la politique intérieure d'un pays souverain et prendre fait et cause pour la minorité. C'est une attaque assez directe et tout à fait injurieuse envers le gouvernement anglais. De la part d'une nation européenne, cette intervention incongrue donnerait lieu à des complications diplomatiques.

L'Irlande a sans doute droit aux sympathies, et elle a raison d'en chercher au dehors. Mais les gouvernements se doivent entr'eux des ménagements ; et il n'y a encore qu'aux Etats-Unis que se soit commise une indécatesse comme celle que nous signalons. La république américaine d'ailleurs—et ce n'est pas la première occasion qu'elle donne de le faire remarquer—ne paraît pas avoir compris parfaitement la nature véritable des relations amicales de nation à nation. Aussi s'occupe-t-on assez peu de ses résolutions trop ouvertement hostiles. On la traite en pays non formé, en enfant gâté. Que diraient les Etats-Unis si les nations européennes